

No. 47481

**France
and
Madagascar**

Framework Agreement on agricultural cooperation between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Madagascar. Antananarivo, 20 October 2008

Entry into force: *20 October 2008 by signature, in accordance with article 5*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 10 May 2010*

**France
et
Madagascar**

Accord cadre de coopération agricole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Madagascar. Antananarivo, 20 octobre 2008

Entrée en vigueur : *20 octobre 2008 par signature, conformément à l'article 5*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 10 mai 2010*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD CADRE DE COOPERATION AGRICOLE

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

ET

**LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE
MADAGASCAR**

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE,
représenté par la Présidente du Conseil Général de la Réunion,
Madame Nassimah DINDAR

d'une part,

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE MADAGASCAR,
représenté par le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche,
Monsieur Armand Panja RAMANOELINA,

d'autre part,

Ci-après dénommés les Parties,

- Vu la Constitution de la République de Madagascar,

- Vu la loi française n° 2000-1207 du 13 décembre 2000 d'orientation pour l'Outre-Mer.

- Vu le Document Cadre de Partenariat Madagascar - France (2006-2010) signé le 11 mai 2006 à Antananarivo,

- Vu la loi française n° 2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement,

- Vu le décret n°2006-530 du 9 mai 2006 relatif à l'Agence française de développement et modifiant le code monétaire et financier (partie réglementaire),

- Vu l'article L 1115-1 du Code Général des Collectivités territoriales introduit par la loi organique n° 2004-758 du 29 juillet 2004 prise en application de l'article 72-2 de la Constitution relative à l'autonomie financière des collectivités territoriales,

- Vu le décret n°2008-518 du 06 juin 2008, fixant les attributions du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ainsi que l'organisation générale de son ministère,

- Vu le Code des Douanes de la République de Madagascar et notamment son article 240 (L. n°2005-029 du 29.12.2005) en matière d'importation en franchise totale ou partielle des droits et taxes,

- Vu l'arrêté n°16 152 /2007 du 21 septembre 2007 de la République de Madagascar fixant la liste exhaustive des matériels, biens et/ou équipements bénéficiant de l'exonération des droits et taxes, constituant en dons d'une ville et/ou d'une collectivité jumelle, et déterminant certaines aides, en application des dispositions des alinéas e et f de l'article 240, paragraphe 1^{er} du Code des Douanes,

- Considérant l'importance des liens historiques et culturels qui unissent La Réunion et Madagascar et les relations de fraternité et de solidarité qui en découlent,
- Considérant le sentiment d'appartenance à l'espace indianocéanique que partagent les populations de La Réunion et de Madagascar,
- Considérant la place essentielle qu'occupe l'agriculture dans l'économie réunionnaise et malgache,
- Considérant la volonté des autorités réunionnaises et malgaches de promouvoir une politique de coopération bilatérale qui s'inscrit dans une démarche de co développement durable au service de La Réunion et de Madagascar, prenant notamment appui sur la valorisation de leurs atouts respectifs,
- Considérant la stratégie du gouvernement malgache formalisé dans le Madagascar Action Plan qui fixe les orientations de la politique de l'Etat pour la période 2007-2011

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er: OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les principes et domaines de coopération en ce qui concerne l'agriculture et l'agro-industrie, que les deux Parties estiment prioritaires et qui doivent servir de socle au large développement des relations bilatérales entre La Réunion et Madagascar.

Article 2 : PRINCIPES

Les Parties s'engagent à favoriser la coopération agricole dans les domaines prioritaires visés à l'article 3, en veillant à ce que les préoccupations liées à la préservation de l'environnement et des équilibres écologiques soient bien prises en compte, et à ce que les projets retenus et soutenus puissent à terme s'auto - porter. A cet égard, les Parties favorisent la mise en place d'une coopération internationale décentralisée basée sur les principes de :

- cohérence,
- complémentarité,
- respect mutuel,
- co-développement durable.

Article 3 : DOMAINES DE COOPERATION

- Les Parties ont identifié cinq domaines de coopération prioritaires:

3.1 L'organisation de l'agriculture

- Les Parties s'engagent à promouvoir les échanges d'informations, d'expertises et de savoir-faire quant à l'organisation et au fonctionnement des structures agricoles de développement et de vulgarisation ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement des coopératives agricoles.
- L'appui aux groupements de producteurs et à la structuration des filières de production, de transformation et de commercialisation sera encouragé et accompagné.

3.2 L'organisation, la mise en réseau et la normalisation dans le domaine phytosanitaire et de la santé animale

- Les Parties s'engagent à promouvoir une coopération active dans ces domaines. Cette coopération sera menée en étroite coordination et complémentarité avec les Programmes de Protection des Végétaux et de Santé Animale en vigueur ou en développement au sein de l'Océan Indien

3.3 L'appui à la structuration de filières agricoles de production, de transformation et de commercialisation

- Les Parties s'accordent à faire de l'appui à la structuration de filières agricoles de production, de transformation et de commercialisation un axe fort de leur coopération, dans un esprit d'intérêt mutuel gagnant-gagnant.
- En amont des filières de production, les Parties s'attachent à mettre en relation les professionnels et à faciliter les échanges de savoir-faire et de bonnes pratiques agricoles, tout particulièrement en matière de semences, de fertilisation, de mécanisation, d'alimentation animale, d'irrigation et de gestion de l'eau.
- En aval, les Parties s'accordent pour faciliter les projets viables de stockage, conditionnement, transformation, et mise en marché de produits agricoles, destinés au marché domestique et/ou international.
- A cet égard, les Parties s'accordent pour encourager les démarches des normes et de qualité des produits.

3.4 Les échanges en matière d'enseignement et de formation agricole

- Dès lors que ces échanges viennent initier ou appuyer des projets structurés et soutenus par les parties, celles-ci apportent tout leur soutien à l'établissement de programmes de coopération durable, dans le cadre notamment de jumelages entre établissements d'enseignement agricole réunionnais et malgaches, ainsi qu'entre les administrations et ONG locales intervenant dans ce domaine.
- Ces programmes peuvent inclure le renforcement de la capacité des techniciens et des acteurs concernés à ces sous secteurs, la mise à disposition d'équipements, la fourniture de matériels pédagogiques et de documentation, des missions d'expertise, des missions d'enseignement, des bourses de stage pour les enseignants et des bourses d'étude pour les étudiants.

3.5 La Recherche

- Les Parties s'accordent pour la recherche et l'identification de nouvelles filières adoptables à Madagascar et/ou à La Réunion en vue d'un élargissement de marchés et d'une amélioration de la commercialisation des produits au niveau international.

Article 4 : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

4.1. Programme d'actions

- Pour faciliter la mise en œuvre de ces domaines de coopération et leur duplication éventuelle, il est convenu entre les Parties, de fixer chaque année un programme d'actions sur trois ans qui sera révisable chaque année.

4.2. Suivi du programme d'actions

- L'ensemble des actions menées dans le cadre du présent accord cadre fera l'objet de suivis réguliers de la part des Parties, qui procéderont d'un commun accord aux adaptations nécessaires.
- Un Comité de Pilotage sera institué afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre du présent accord-cadre à travers les plans d'actions annuels, et de s'assurer de sa bonne exécution.
- Les Parties détermineront conjointement l'organisation et le mode de fonctionnement de ce Comité, notamment au plan humain, matériel et financier.
- Le Comité se réunira une fois par an avec l'ensemble des partenaires publics et privés concernés. A l'issue d'une période de deux ans, une première évaluation de l'ensemble des actions permettra aux parties d'envisager l'extension des dispositifs.

4.3. Mise en oeuvre du programme

- Le présent accord cadre est mis en œuvre dans la limite des disponibilités budgétaires des parties.

Article 5 : DUREE DE L'ACCORD-CADRE

- Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de trois ans renouvelable par tacite reconduction. Il entre en vigueur à compter de sa date de signature.
- Tout différend relatif à l'interprétation et à la mise en œuvre du présent Accord sera réglé par voie de négociation entre les Parties.
- Il peut être dénoncé à tout moment par chacune des Parties avec un préavis écrit de trois mois à compter de la notification.

En foi de quoi, les Représentants des Parties, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Antananarivo, le 20 octobre 2008
En deux exemplaires en langue
française pour chaque exemplaire
faisant également foi

**Pour le Gouvernement
de la République française**



Nassimah DINDAR
Présidente du Conseil Général de la Réunion

**Pour le Gouvernement
de la République de Madagascar**



Marius RATOLOJANAHARY
Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la
Pêche par interim

[TRANSLATION – TRADUCTION]

FRAMEWORK AGREEMENT ON AGRICULTURAL COOPERATION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF MADAGASCAR

The Government of the French Republic, represented by the President of the General Council of Réunion, Ms. Nassimah Dindar, on the one hand, and the Government of the Republic of Madagascar, represented by the Minister of Agriculture, Livestock Farming and Fisheries, Mr. Armand Panja Ramanoelina, on the other, hereinafter called “the Parties”,

- Having regard to the Constitution of the Republic of Madagascar,
- Having regard to French Law No. 2000-1207 of 13 December 2000 on orientation for overseas departments,
- Having regard to the Madagascar-France (2006-2010) Partnership Framework Document, signed at Antananarivo on 11 May 2006,
- Having regard to French Law No. 2005-95 of 9 February 2005 concerning international cooperation between territorial units and water agencies relating to water supply and sanitation,
- Having regard to Decree No. 2006-530 of 9 May 2006 concerning the French Development Agency and modifying the Monetary and Financial Code (regulatory part),
- Having regard to Article L 1115-1 of the General Code of Territorial Units introduced by Organic Law No. 2004-758 of 29 July 2004 pursuant to Article 72-2 of the Constitution concerning the financial autonomy of the territorial units,
- Having regard to Decree No. 2008-518 of 6 June 2008, which establishes the powers of the Ministry of Agriculture, Livestock Farming and Fisheries as well as the general organization of the ministry,
- Having regard to the Customs Code of the Republic of Madagascar and, in particular, Article 240 of that Code (Law No. 2005-029 of 29 December 2005) on imports totally or partly exempt from duties and taxes,
- Having regard to Order No. 16 152 /2007 of 21 September 2007 of the Republic of Madagascar, which establishes the complete list of duty-free materials, goods and/or equipment imported as donations to a twin town and/or community and defines certain forms of aid pursuant to the provisions of sub-paragraphs e and f of Article 240, paragraph 1, of the Customs Code,
- Considering the importance of the historical and cultural ties between Réunion and Madagascar and the fraternity and solidarity derived from them,
- Considering the mutual sense of ownership shared by the populations of Réunion and Madagascar regarding the Indian Ocean space,

– Considering the essential role of agriculture in both the Reunionese and Malagasy economies,

– Considering the desire of the Reunionese and Malagasy authorities to promote a bilateral cooperation policy geared to sustainable co-development for Réunion and Madagascar, based on optimum use of their respective assets,

– Considering the Malagasy Government's strategy set forth in the Madagascar Action Plan, which charts the course of government policy for 2007-2011,

Have agreed as follows:

Article 1. Purpose of the Framework Agreement

The purpose of this Framework Agreement is to define the principles and areas of cooperation relating to agriculture and agroindustry that the two Parties deem to be priorities and which are to provide the basis for broad development of bilateral relations between Réunion and Madagascar.

Article 2. Principles

The Parties undertake to foster cooperation in the priority areas referred to in Article 3, taking care to ensure that environmental preservation concerns and ecological equilibria are properly taken into consideration and that the projects chosen and supported can eventually become self-sustaining. To that end, the Parties favour decentralized international cooperation based on the principles of:

- Coherence,
- Complementarity,
- Mutual respect, and
- Sustainable co-development.

Article 3. Areas of cooperation

The Parties have identified five priority areas of cooperation:

3.1 Organization of the agricultural sector

- The Parties undertake to promote exchanges of information, expertise and know-how regarding the organization and workings of agricultural development and extension structures and the organization and workings of farmers' cooperatives.
- Support for the formation of groups of producers and the structuring of production, processing and marketing chains shall be encouraged and assisted.

- 3.2 Organization, networking and standardization of plant and animal health regulations
- The Parties undertake to promote active cooperation in these areas. Such cooperation shall be closely coordinated with, and be complementary to, programmes in force, or being developed, to protect plants and animal health in the Indian Ocean.
- 3.3 Support for the structuring of agricultural production, processing and marketing chains
- The Parties agree to make support for the structuring of agricultural production, processing and marketing chains a linchpin of their cooperation, in a win-win approach to their mutual interest.
 - In preparing production chains, the Parties shall set out to establish ties among professionals and to facilitate exchanges of know-how and best farming practices, especially with regard to seeds, the use of fertilizers and farm mechanization, animal feeding, irrigation and water management.
 - Post-production, the Parties agree to facilitate viable farm produce storage, packaging, processing and domestic and/or international marketing projects.
 - To that end, the Parties agree to encourage procedures for ensuring high standards and quality control.
- 3.4 Agricultural education and training exchanges
- Inasmuch as such exchanges are intended to initiate or strengthen projects designed and supported by the Parties, the latter shall lend full support to the establishment of sustainable cooperation programmes, particularly in connection with twinning arrangements between Reunionese and Malagasy agricultural education institutions and between local authorities and NGOs working in this field.
 - These programmes may include capacity building for technical staff and others active in these subsectors, the provision of equipment, teaching materials and documentation, research or training missions, apprenticeship scholarships for instructors and student scholarships.
- 3.5 Research
- The Parties agree to investigate and identify new lines of production that could be developed in Madagascar and/or Réunion with a view to expanding markets and improving international marketing of products.

Article 4. Implementation

- 4.1 Programme of Action
- To facilitate the implementation and possible replication of these areas of cooperation, the Parties agree to draw up each year a three-year action programme, which can be amended each year.

- 4.2 Monitoring of programme of action
- All actions taken under this Framework Agreement shall be regularly monitored by the Parties, which shall make any necessary adjustments by common accord.
 - A Steering Committee shall be established to ensure monitoring of the implementation of this Framework Agreement through the annual action plans and the correct execution thereof.
 - The Parties shall jointly agree on the organizational structure and modus operandi of this Committee, including its human, material and financial resources.
 - The Committee shall meet once a year with all the public and private partners involved. After a period of two years, a first evaluation of all actions taken shall enable the Parties to envisage extending the provisions.
- 4.3 Implementation of the programme
- Implementation of this Framework Agreement shall be subject to the availability of budgetary resources of the Parties.

Article 5. Duration of the Framework Agreement

This Framework Agreement is concluded for an automatically renewable period of three years. It shall enter into force on the date it is signed.

Any dispute regarding the interpretation and implementation of this Framework Agreement shall be settled by negotiation between the Parties.

It may be denounced at any time by each of the Parties with three months' written notice from the date of notification.

IN WITNESS WHEREOF, the representatives of the Parties, being duly authorized thereto, have signed and sealed this Framework Agreement.

DONE at Antananarivo on 20 October 2008, in two originals in the French language, each text being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

NASSIMAH DINDAR

President of the General Council of Réunion

For the Government of the Republic of Madagascar:

MARIUS RATOLOJANAHARY

Acting Minister of Agriculture, Livestock Farming and Fisheries